

31 janvier 2012

Fermeture de Mabe Canada

Comme les PLQ et PQ, Québec solidaire, reniant son programme, déclare forfait

Enfin, après près d'un an suivant le congrès programmatique portant sur l'économie, l'environnement et le travail, la direction de Québec solidaire rendait public son programme sur ces sujets. Si l'on se fie sur sa récente prise de position à propos de la fermeture de Mabe Canada, c'est pour mieux le renier par l'intermédiaire de son projet de plate-forme dans lequel le diable a ajouté quelques détails gâchant complètement la sauce. Comme quoi, PLQ, CAQ, PQ et QS, c'est un même combat pour un Québec compétitif, donc néolibéral, inséré dans le filet libre-échangiste de l'ALÉNA.

« Jugée financièrement non "viable" par ses propriétaires, l'usine de sècheuses de Mabe Canada à Montréal sera fermée d'ici deux ans. Plus de 700 personnes perdront alors leur emploi, tandis que la production sera délocalisée au Mexique. [...] Deux facteurs ont, selon la direction, plombé la situation financière de l'usine: un dollar canadien particulièrement fort par rapport à la devise américaine et une baisse marquée de la demande de sècheuses aux États-Unis, où se dirigeaient 90 % des électroménagers — GE et Hotpoint — produits dans l'est de Montréal. Mabe a un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards de dollars. » (Alexandre Shields, [Électroménagers - Une autre usine fermera: 700 emplois perdus](#), Le Devoir, 27/01/12)

Mabe est une transnationale mexicaine non cotée en bourse, donc opaque, liée stratégiquement à la géante General Electric qui en détiendrait une minorité substantielle et qui lui a refile son secteur de l'électro-ménager jugé non suffisamment rentable en comparaison de son secteur financier mais aussi de ceux de l'énergie et de la santé. Mabe détient une part substantielle des marchés mexicain, centro-américain, colombien et vénézuélien et, dans une moindre mesure, étasunien et canadien, tout en pénétrant le Mercosur... et la Russie. En 2005, Mabe achetait la filiale canadienne de General Electric dans le secteur de l'électro-ménager, Camco, dont le siège social est en Ontario mais dont la seule usine est celle de Montréal. La vocation principale de cette usine est de desservir le marché étasunien des sècheuses à linge domestiques et, secondairement, des lave-vaisselle.

Pendant que les Libéraux acceptaient cette fermeture sans état d'âme n'essayant même pas de faire semblant, le PQ réclamait de subventionner l'entreprise à coups de millions. Cette politique du *bar ouvert* est une invitation à toutes les entreprises manufacturières à menacer de fermer leurs portes.

« ...le premier ministre Jean Charest [...] a rappelé que, pour donner un coup de pouce à cette industrie fragile, son gouvernement a éliminé la taxe sur le capital et instauré un crédit d'impôt pour encourager les fabricants à investir dans leurs usines. Ayant probablement en mémoire l'échec des tentatives de sauver l'usine d'Electrolux, M. Charest n'a toutefois pas évoqué la possibilité de maintenir ouverte celle de Mabe. "Nos premiers gestes vont être pour les travailleurs afin de leur venir en aide, a-t-il affirmé. On a des moyens pour les soutenir, pour les replacer au travail." »

« Interrogée à ce sujet hier à Montréal, Mme Marois a dit estimer que le gouvernement n'en faisait pas suffisamment pour garder ici les emplois. "À l'évidence, il me semble que le gouvernement n'est pas suffisamment proactif pour essayer de garder chez nous les emplois. Les Américains ne se gênent pas pour offrir toutes sortes d'avantages à ces entreprises..." [...] Selon Mme Marois, le gouvernement Charest pourrait au moins intervenir "dans le sens de soutenir parfois des entreprises pour améliorer leur productivité, pour investir dans les équipements" afin qu'elles soient plus compétitives » (La Presse canadienne, [Fermeture de Mabe - Marois juge le gouvernement sévèrement](#), Le Devoir, 28/01/12)

En cas de fermeture d'usines, le programme de Québec solidaire précise, en plus du minimum de rembourser à l'État toute subvention, ce qui ne s'applique pas dans le cas de Mabe, de « *restituer les fonds de pension accumulés* », de se doter d'un plan de reclassement, de fournir, le cas échéant, la formation requise et d'indemniser substantiellement les employé-es non reclassé-es :

« Les mises à pied importantes ou les fermetures d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusées par une instance gouvernementale, afin de s'assurer que l'entreprise assume ses responsabilités sociales et environnementales.

« En cas de fermeture dans le cadre d'une délocalisation d'entreprise, Québec solidaire entend reconnaître le droit aux employé-es de reconvertir l'entreprise en coopérative, le tout sans indemnisation à l'employeur. » (Québec solidaire, [Version finale du programme de Québec solidaire – enjeu II \(économie, environnement et travail\)](#), 28/01/12)

Dans le cas Mabe, la direction de Québec solidaire, jetant au panier son programme, se contente des applications suivantes :

« Québec solidaire enjoint également Mabe Canada de respecter ses engagements à protéger le régime de retraite de ses employés-es et à fournir des indemnités de départ. Les deux paliers de gouvernement doivent également agir de manière concertée pour favoriser la transition des travailleuses et travailleurs et des entreprises affectées par la fermeture. » (Québec solidaire, [Fermeture de l'usine Mabe : Québec solidaire réclame un «Plan Sud»](#), 27/01/12)

Comment expliquer pareille volte-face ? La transposition du programme dans le projet de plate-forme, à première vue du pareil au même au format près, explique ce tournant à 180 degrés. Sans qu'il n'y paraisse trop, le projet de plate-forme ajoute les petites expressions chausse-trape suivantes : « ...en autant qu'elles [les coopératives] soient fondamentalement saines et viables. [...] alors qu'elle [l'entreprise] est solvable... » (Québec solidaire, projet de plate-forme électorale, 25/01/12). Il suffit ensuite de lire le dernier paragraphe du communiqué de presse sur la fermeture de Mabe pour comprendre que la direction du parti a appliqué les clauses chausse-trape avant même qu'elles ne soient débattues au congrès plate-forme d'avril :

« La crise de l'emploi que vit actuellement le Québec dans le secteur manufacturier souligne l'urgence d'agir avec vigueur pour faciliter la conversion de notre économie vers des secteurs économiques porteurs d'avenir et plus écologiques. La situation est précaire : plus de 8,000 emplois perdus ou annoncés depuis le début de l'année et un recul de 60 000 emplois en un an. Québec solidaire soutient qu'il faut mettre en place des mesures afin d'assurer une transition avec le moins de heurts possible pour les secteurs économiques en déclin, plutôt que de devoir réagir à la pièce aux fermetures. [Je souligne, NDLR] La mise sur pied d'un vaste chantier d'efficacité énergétique garantirait des milliers d'emplois, dans toutes les régions du Québec, sur deux décennies au moins. Sont également à privilégier le développement et l'électrification du transport collectif ou encore l'essor accéléré de notre expertise dans les énergies solaires et éoliennes. » (Québec solidaire, [Fermeture de l'usine Mabe : Québec solidaire réclame un «Plan Sud»](#), 27/01/12)

Déjà, en janvier, les deux communiqués de presse de la direction du parti à propos de la fermeture de l'usine de pâtes et papier White Birch de Québec avaient déjà fait la démonstration de cette évolution vers cette capitulation néolibérale. Dans la première réaction, on reconnaissait quelque peu l'esprit du programme malgré que le vin ait contenu beaucoup d'eau. Dans le communiqué suivant — pourquoi revenir sur le même sujet dix jours plus tard ? — il n'en restait plus rien, qu'une supplication emballée d'écologisme bon marché :

« Au-delà d'une intervention immédiate pour sauvegarder les emplois de la Stadacona, Québec solidaire propose notamment la mise sur pied d'un régime de retraite universel à partir de l'actuel régime de rentes du Québec. Une réforme du Code du travail et du droit des entreprises est également nécessaire pour forcer une évaluation indépendante des comptes des entreprises en cas de fermeture d'usine ou de licenciements massifs. Québec solidaire propose d'abolir le droit de lock-out. Les Solidaires demandent également au gouvernement fédéral de modifier la Loi sur les faillites pour que les caisses de retraites soient protégées en cas de faillite et que les fonds de pension des travailleurs soient considérés comme créanciers prioritaires dans ce type de situation. » (Québec solidaire, [Québec solidaire réitère son appui aux travailleurs mis à pied par Papiers White Birch](#), 3/01/12)

« Québec solidaire croit que le gouvernement Charest doit s'occuper en priorité des emplois existants et soutenir toute initiative visant à les maintenir. Ce gouvernement doit aussi consacrer ses énergies à des projets qui s'inscrivent dans une optique de développement durable et respectueux de l'environnement. » (Québec solidaire, [600 travailleurs perdent leur emploi au sud et Jean Charest s'illusionne au nord](#), 13/01/12)

La direction de Québec solidaire cherche à noyer le poisson de son reniement programmatique en appelant à de « vastes chantiers » écologiques. De deux choses l'une. Si la fabrication manufacturière découlant de ces vastes chantiers doit obéir à la loi de la compétitivité découlant du principe de la maximisation des profits, il faudra bien admettre qu'elle proviendra de la Chine, du Mexique et même des EU, généralement plus compétitifs que le Canada suite à sa faiblesse syndicale, à sa plus grande productivité due entre autre à l'importation massive de capitaux dont ceux canadiens et à un taux de change « pétrolier » devenu défavorable. Si l'on opte pour une politique industrielle de plein emploi, prônée ailleurs dans le programme, il faut alors s'en tenir au refus des fermetures quitte à réclamer une reconversion industrielle si l'actuelle production ne peut que se faire à perte. Mais ne serait-il pas possible de réserver une partie du marché québécois de certains appareils électroménagers à l'ex Mabe ? Cela pose évidemment à terme la nécessité d'un Québec indépendant sortant de l'ALÉNA.

Il s'agit de prôner explicitement comme premier choix une expropriation sans indemnité en faveur d'une coopérative de travailleur-euse-s soutenue financièrement, techniquement et, *last but not least*, par une politique d'achat étatique de la même manière que le Ministère des transports ou Hydro-Québec le font... mais sous contrôle populaire pour en finir avec la corruption. Avouons qu'une mobilisation, et même une occupation de l'usine Mabe, dans ce sens démasquerait tant l'abandon libéral et péquiste que la capitulation de la direction de Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 31 janvier 2012
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca